

Initiatives ministérielles

avec l'appui du NPD qui a dévasté notre province à la fin de 1980 et en 1981. Je ne sais trop si beaucoup de députés comprennent les répercussions de l'impôt de 16 p. 100 sur les revenus pétroliers qui frappait la production à la sortie du puits. Il était absolument impossible de déduire cet impôt de l'impôt sur le revenu. Cette double imposition a fait perdre de 60 à 65 millions de dollars à la province entre quatre et cinq ans. Ce que les députés ont décrit aujourd'hui, est exactement le Programme énergétique national. J'ai décidé de devenir députée, entre autres raisons, pour démanteler ce programme.

• (1240)

Ils parlent de propriété étrangère et ils croient que les conseils d'administration devraient être composés uniquement de personnes résidant au Canada. Cela ne devrait pas être un critère. Nous voulons pour directeurs les gens les plus compétents et les plus intelligents. Si vous regardez les conseils d'administration des principales sociétés pétrolières et gazières installées au Canada, vous verrez que la majorité des directeurs habitent au Canada. Mais si vous reculez assez loin dans le passé, disons à l'époque de Leduc, vous voyez que certains de nos amis sont venus de Tulsa, au sud de la frontière, et grâce à leurs ressources, ont permis la réalisation de projets de développement de grande envergure au Canada.

Je ne suis pas contre la participation étrangère, car cela ne me pose pas de problème. La propriété est limitée à 25 p. 100 et aucun actionnaire ne peut détenir plus que 10 p. 100 des parts. Si nous imposons trop de restrictions, nous ne serons même pas capables de trouver des acheteurs, ce qui est le but du projet de loi.

Il vise à laisser les coudées franches à Petro-Canada afin qu'elle fonctionne comme société indépendante et libre de chercher des capitaux sur les marchés financiers. Elle participe au projet Hibernia où elle a pris de lourds engagements, ainsi qu'aux projets Beaufort, Syncrude et Oslo, même si ce dernier est encore à l'étude.

Peu importe où vous êtes, il faut de l'argent pour faire de l'argent. L'objectif principal du gouvernement est de réduire la dette.

Une voix: Oh!

Mme Sparrow: Si. Peu importe ce que vous dites, vous les socialistes de l'autre côté, Petro-Canada va fonctionner comme société privée et indépendante, car elle peut

faire ses preuves. Elle a un excellent conseil d'administration qui gère une très bonne société sans difficulté. Elle a fait d'excellentes découvertes, mais son gros problème, c'est qu'elle ne peut pas obtenir de capitaux pour atteindre son objectif, soit approvisionner le pays en pétrole et en gaz. Nous allons tous avoir besoin de ces approvisionnements, même l'Ontario.

Je n'ai pu m'empêcher d'entendre mon collègue néo-démocrate nous reprocher de privatiser Petro-Canada. Qu'a fait son premier ministre provincial? Il a laissé British Gas acquérir Consumers Gas, et il a eu raison. Il était d'accord avec Investissement Canada qui l'a assuré que les capitaux étrangers aideront l'Ontario.

Il faut s'entendre sur une chose si nous voulons aider tous les Canadiens: il faut remplacer chaque baril de pétrole ou chaque mille pieds cubes de gaz que nous vendons. Pour les remplacer, vous avez besoin de capitaux pour l'exploration, le développement et la production. C'est exactement ce que nous allons donner à Petro-Canada pour qu'elle devienne la meilleure entreprise.

M. Ron Fisher (Saskatoon—Dundurn): Monsieur le Président, le gouvernement multiplie les écrans de fumée. Sans doute a-t-il dû mettre le feu aux réserves de pétrole de Petro-Canada dans toutes les régions du Canada tant j'ai du mal à voir clair à travers toute cette fumée.

Le député de Cariboo—Chilcotin nous dit que le gouvernement agit ainsi strictement pour des raisons idéologiques. D'autres estiment que c'est uniquement pour réduire la dette. Je n'arrive pas à décider qui dit vrai. Peut-être ni l'un ni l'autre.

En l'occurrence, le gouvernement se comporte comme il l'a déjà fait à maintes reprises: chaque fois qu'une société d'État s'avère rentable, il fait de son mieux pour en retirer la propriété à l'ensemble des Canadiens afin de la remettre entre les mains de financiers qui n'en ont absolument pas besoin, car ils ont déjà tant d'argent qu'ils ne savent comment le dépenser. J'imagine que ces gens-là, qui sont fort différents de moi, vont se porter acquéreurs des actions de sorte qu'il n'importe guère que des étrangers s'emparent de 15 p. 100 ou que des Canadiens s'en approprient 75 p. 100. Ce qu'il faut retenir, c'est que le gouvernement s'empare d'institutions tout à fait rentables appartenant à l'ensemble des Canadiens et qu'il en